

Les accès publics à Internet au Sénégal : une émergence paradoxale

Thomas Guignard

**GERICO : Groupement des Equipes de Recherche Interdisciplinaires en
COmmunication**

Introduction

Alors que l'on aborde souvent les « fractures numériques » dans une optique Nord/Sud, nous évaluons dans cette étude les fossés numériques internes à travers les accès publics à Internet dans un pays en voie de développement, le Sénégal.

En effet, avec près de 200 points d'accès à Internet recensés en 2001, le Sénégal semble trouver dans ces structures un exutoire technologique et économique propice à la démocratisation du réseau dans le pays. Mais ce chiffre masque une réalité beaucoup plus nuancée et contrastée. Ainsi, à travers une approche géographique, économique et culturelle nous tenterons de mettre en relief la présence de « fossés numériques » internes en nous appuyant notamment sur la définition utilisée par Elie Michel¹ qui, contrairement à d'autres chercheurs ayant souvent une vision trop économique de cette notion, intègre de nombreuses variables qui prennent en compte les spécificités locales : « *d'une manière générale, le fossé numérique peut être défini comme une inégalité face aux possibilités d'accéder et de contribuer à l'information, à la connaissance et aux réseaux, ainsi que de bénéficier des capacités majeures de développement offertes par les TIC. Ces éléments sont quelques-uns des plus visibles du fossé numérique, qui se traduit en réalité par une combinaison de facteurs socio-économiques plus vastes, en particulier l'insuffisance des infrastructures, le coût élevé de l'accès, le manque de création locale de contenus et la capacité inégale de tirer parti, aux niveaux économique et social, d'activités à forte intensité d'information* ».

Alors que l'on oppose trop facilement une capitale africaine « hyperconnectée » et des régions sénégalaises en marge de toute avancée technologique, une approche géographique de l'implantation des points d'accès publics à Internet tentera de démontrer l'émergence de situations intermédiaires voire concurrentes de la capitale internationale qui ne peuvent permettre une généralisation fondée sur une simple opposition entre Dakar et le reste du pays.

Dans le prolongement de cette hypothèse, nous tenterons d'analyser si l'accès à Internet demeure un privilège élitiste. En effet, au début de son introduction au Sénégal et en Afrique, on présentait une utilisation marginale d'Internet avec d'un côté des élites connectées au monde moderne, à l'Occident, et de l'autre côté la masse exclue de ces avancées technologiques ; de profondes disparités et perspectives d'évolution entre « infos riches » et « infos pauvres »². Comment peut-on envisager la démocratisation d'Internet dans le pays via les points d'accès à Internet tant les besoins sociaux de base demeurent largement insatisfaits ? A qui profite Internet ? Qui fréquente les cybercentres ?

Enfin à travers une analyse en aval (auprès des usagers des accès publics sénégalais) nous tenterons d'évaluer si le réseau Internet constitue une nouvelle fenêtre sur l'Occident ou au contraire un nouveau vecteur permettant une réelle promotion de la production locale de contenus multimédias. Quels sites Internet fréquentent les internautes sénégalais ? Consomment-ils des contenus

¹ MICHEL Elie, août 2001, « le fossé numérique. L'Internet, facteur de nouvelles inégalités ? », *Problèmes politiques et sociaux*, la documentation française, n°861, p.32.

² SAGNA Olivier, 1999, *Les technologies de l'information, et de la communication et le développement social en Afrique : un état des lieux*, UNRSID.

locaux ? Internet constitue-t-il un nouveau mode d'extraversion ou au contraire permet-il de valoriser une production endogène de contenus ?

I -Présentation des études

Notre analyse s'appuie essentiellement sur deux études menées au Sénégal. La première a été réalisée dans le cadre d'un DEA en sciences de l'information et de la communication (2002), tandis que la seconde résulte d'un stage effectué en 2001 dans le cadre d'un DESS en communication internationale au sein de l'ONG Yinternet Sénégal.

• ETUDE I : Etude des internautes sénégalais

Cette étude vise à évaluer le degré d'extraversion des internautes sénégalais. Pour cela, nous avons administré 135 questionnaires à divers internautes pendant les mois de Mars et Avril 2002. Le questionnaire vise essentiellement à quantifier et qualifier les flux d'informations locaux, (internes au Sénégal) et globaux, (externes au Sénégal) grâce à la collecte d'informations sur la destination des messages électroniques ou encore la consommation de contenu...

Echantillonnage

Nous avons sélectionné des cybercafés dans trois capitales régionales sénégalaises :

Régions	Nombre de questionnaires	Fréquence.
Dakar	93	69%
Thiès	27	20%
Louga	15	11%
Total	135	100%

Remarques

- Par manque de temps et par commodité, nous ne nous sommes pas rendu dans les zones enclavées comme la région de Tambacounda, Kolda, ou encore les régions du Fleuve qui auraient pourtant été très intéressantes à analyser : ce qui nuance la représentativité de cette étude.
- La surreprésentation des jeunes et d'étudiants dans l'enquête s'explique par la sélection de cybercentres souvent proches d'établissements scolaires (Université de Dakar, Annexe de Thiès...).

ETUDE II : Etude des accès publics à Internet au Sénégal

Outre l'étude en aval (auprès des utilisateurs finaux : les internautes sénégalais), nous nous appuierons parallèlement sur une étude en amont (données récoltées auprès des gérants de cybercentres sénégalais) dont la principale finalité était de référencer l'ensemble des points de connexion publics à Internet sur l'ensemble du territoire sénégalais. Nous en avons profité pour insérer diverses variables, (nom du fournisseur d'accès utilisé par la structure, type de connexion, nombre d'animateurs, prix de l'heure de connexion, service le plus utilisé, difficultés rencontrées, nombre de clients moyen, type de clientèle, formation Internet...).

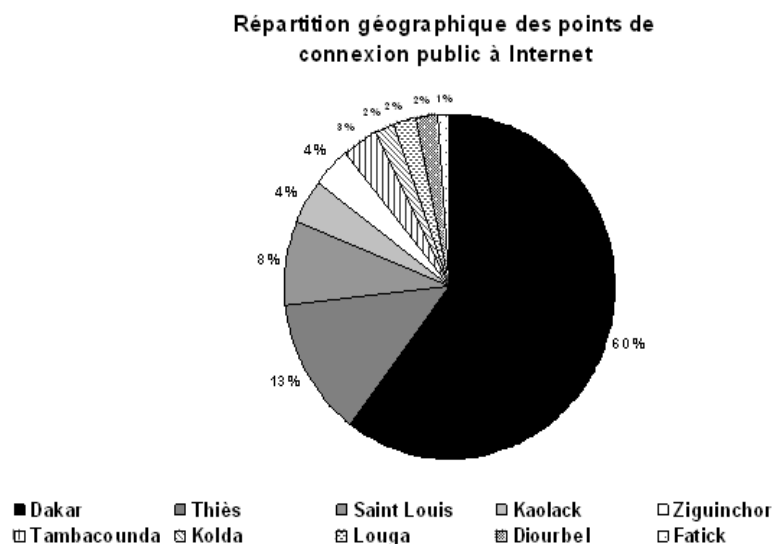
II - APPROCHE GEOGRAPHIQUE : Diversités socio-territoriales

L'étude du paysage des télécommunications au Sénégal, (télécentres³, lignes de téléphones fixes⁴, réseaux cellulaires⁵ et même les principaux acteurs⁶) montre de fortes inégalités entre la capitale, qui polarise l'essentiel des infrastructures liées aux télécommunications, et les autres régions même si on peut observer un rééquilibrage dans le temps impulsé notamment par la capitale religieuse et certaines zones fortement extraverties qui constituent des « oasis » de modernité. L'implantation des points d'accès à Internet dans le pays reflète-t-il également ces inégalités ? Le clivage entre une capitale hypermédiatisée et des régions sénégalaises désertiques sur un plan technologique s'applique-t-il pour l'accessibilité au réseau Internet ?

La « cyberdensité » sénégalaise

Nous avons recensé, en 2001, 184 cybercentres au Sénégal. Ce chiffre significatif laisse entrevoir une ouverture vers la démocratisation de l'outil Internet. On peut noter que l'on recensait à peine cent points d'accès à Internet dans le pays quelques mois avant le début de cette étude. On observe donc une augmentation de 84 % de ces structures en moins d'un an. On notera cependant que l'année 2002 a connu de profonds changements (« valse » d'ouverture et de fermeture de cybercentres).

Répartition géographique des cybercentres sénégalais



Dans un premier temps, l'analyse de la répartition géographique par région des points de connexion sénégalais à Internet paraît être un bon indicateur pour évaluer leur dispersion et donc les écarts d'accessibilité entre les différentes régions. Ce graphique symbolise de nouveau la polarisation des activités liées aux nouvelles technologies sur une capitale qui concentre plus de 60 % des cybercentres pour seulement 0,3% du territoire et un quart de la population du pays.

³ Les télécentres, a vu le jour dans les années 90 pour répondre à une préoccupation ambivalente fondée à la fois sur un souci de rentabilité de l'opérateur historique (SONATEL) et une mission de service public liée à l'accessibilité du plus grand nombre de Sénégalais au téléphone : Dakar concentre 54 % des télécentres du pays.

⁴ L'étude des lignes fixes retrace cette inégalité forte entre une capitale hégémonique qui concentre 66 % des lignes fixes en 2000 et les différentes régions sénégalaises qui se partagent inégalement les 44 % restant

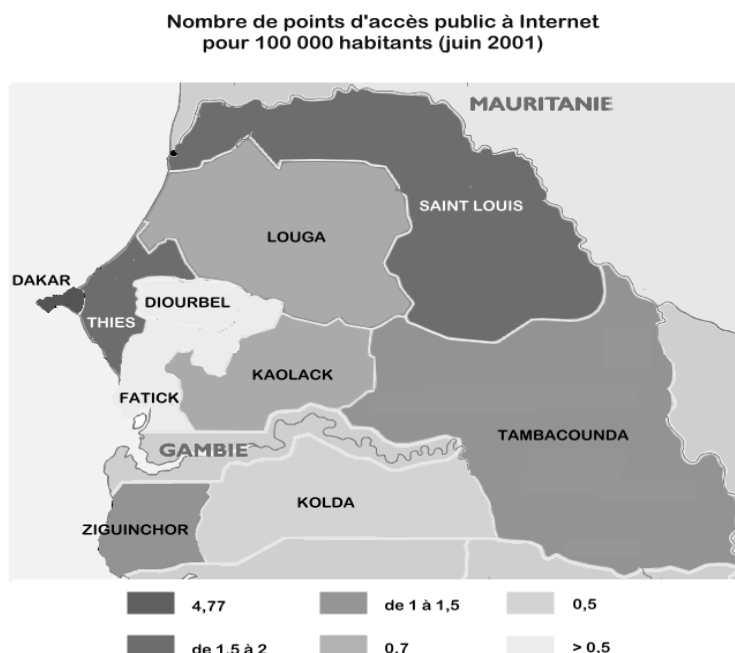
⁵ Des études récentes estiment que 80 % des utilisateurs de téléphonie mobile sont à Dakar. Rq : aujourd'hui il y a 2 fois plus d'abonnés à la téléphonie mobile qu'à la téléphonie classique (lignes fixes) au Sénégal.

⁶ 11 fournisseurs d'accès sur un total de 12 se trouvent à Dakar ; L'essentiel des formations informatiques ainsi que la quasi-totalité des entreprises liées aux nouvelles technologies se concentrent sur la capitale : un phénomène qui tend à se renforcer avec l'ouverture du technopole de Dakar (centre d'innovation et de technologie qui espère couvrir à terme plus de 200 ha)

De plus, il faut souligner que la région de Thiès, à quelques kilomètres de Dakar, occupe la seconde place, ce qui accentue les disparités entre cette zone à la pointe occidentale, relativement bien pourvue en points de connexion publics à Internet (plus de 70 % d'entre eux) en opposition avec les régions de Fatick, Diourbel, Kolda, Louga et Tambacounda qui concentrent tout juste 10 % (20 cybercentres) des accès publics à Internet du pays sur plus de 60 % de la surface du territoire.

La « cyberdensité » sénégalaise

Ainsi, l'étude du référencement des cybercentres sénégalais nous a permis d'établir une carte de densité de points de connexion publics à Internet en les reportant sur les données démographiques des différentes régions. Cette cartographie illustre bien la difficulté à opposer radicalement une capitale symbole de modernité et des régions sénégalaises dépourvues d'une accessibilité satisfaisante. La présente carte met en évidence une forte densité en points de connexion sur Dakar, mais on peut néanmoins discerner la présence de zones intermédiaires comme Thiès ou Saint-Louis qui se distinguent elles-mêmes de régions comme Kolda ou Fatick.



Caractéristiques des cybercentres par région

Grâce à la collecte de diverses données sur les caractéristiques des cybercentres sénégalais (étude n°2), nous avons voulu affiner la démarche de différenciation entre les régions à travers l'étude des aspects techniques, humains et tarifaires.

○ Aspects techniques et humains

L'analyse des aspects techniques nous a semblé pertinente puisqu'elle permet de nuancer les conditions d'accessibilité au réseau Internet à travers notamment le nombre de postes informatiques mis à la disposition des clients ou encore le type de connexion qui conditionne la qualité de navigation.

région du cybercafé	nombre d'ordinateur
Dakar	7,83
Thiès	6,39
Fatick	6,50
Saint Louis	6,93
Diourbel	5,75
Louga	6,00
Kolda	2,75
Tambacounda	2,83
Ziguinchor	7,86
Kaolack	8,75
TOTAL	7,21

Pour repérer un éventuel fossé géographique en terme d'équipement en ordinateurs des différents points de connexion sénégalais, nous avons corrélé ce taux d'équipement avec les différentes régions du territoire. Les cybercentres sénégalais possèdent en moyenne 7,21 ordinateurs à disposition des clients pour un total de 1240 postes informatiques.

Mais cette moyenne globale masque des taux d'équipement très différents pouvant aller de 35 à un seul poste par établissement.

En effet, peut-on prétendre être un cybercentre en mettant uniquement deux ordinateurs ou moins à la disposition des clients ? C'est pourtant le cas, puisque 12 % de ces cybercentres possèdent deux ordinateurs ou moins. Ce phénomène résulte en partie de la diversification vers Internet des télécentres sénégalais qui parallèlement n'ont pas pu agrandir leur capacité d'accueil et leur local. Le tableau précédent laisse entrevoir un relatif équilibre dans l'équipement en ordinateurs des accès publics à Internet sur le territoire. L'hégémonie dakaroise est même remise en cause dans ce domaine avec des régions comme Kaolac ou Ziguinchor dont les cybercentres sont en moyenne mieux pourvus que ceux de la capitale : avec l'aide internationale ou quelques initiatives privées ambitieuses, on voit apparaître des cybercentres très bien équipés formant des «oasis» de modernité dans un désert technologique. Seules les régions de Tambacounda ou Kolda souffrent d'une lacune en postes informatique avec une moyenne d'ordinateurs par cybercentre inférieure à 3.

○ Type de connexion

En analysant les différents types de connexion utilisés (RTC⁷, RNIS⁸, LS⁹) nous pourrions évaluer la qualité d'accès et de débit au réseau mondial des différents cybercentres du territoire. Dans cette optique, nous avons pu constater une très large utilisation de liaison classique RTC (près de 70 % des cybercentres en possèdent) qui ne permet pas de débits satisfaisants notamment quand cette liaison est partagée entre plusieurs utilisateurs. Ainsi, l'utilisation de la liaison RTC implique des difficultés importantes pour la navigation, le téléchargement, la transmission et réception de fichiers. On peut d'ailleurs noter que la lenteur de la connexion constitue la principale difficulté rencontrée dans l'activité des cybercentres (24 % des gérants de cybercentre ont mentionné cet obstacle lors de notre enquête : étude n°2). On a pu ainsi constater que les modes de connexion les plus performants sont largement regroupés sur Dakar (90 % des liaisons spécialisées et 80 % des liaisons RNIS). L'inégale répartition des types de connexion au réseau Internet sur le territoire sénégalais implique donc des déséquilibres régionaux et intra-régionaux profonds dans les conditions d'accès et la qualité de la navigation : on notera également l'arrivée attendue d'une offre proposant des connexions via l'ADSL¹⁰ disponibles uniquement dans certaines zones de Dakar (exemple de l'offre Sentoo ADSL PRO pour 59000 Fcfa¹¹ par mois).

○ Un déséquilibre géographique tarifaire

région du cybercafé	prix d'une heure de connexion
Dakar	1028,57
Thiès	1370,00
Fatick	1050,00
Saint Louis	1611,11
Diourbel	1750,00
Louga	2300,00
Kolda	1666,67
Tambacounda	2416,67
Ziguinchor	1583,33
Kaolack	1416,67
TOTAL	1728,65

L'analyse des tarifs appliqués par l'ensemble des accès publics à Internet sénégalais pour une heure de connexion va nous permettre d'apprécier des éventuels écarts tarifaires pour accéder au réseau et ainsi repérer si les régions les plus défavorisées sur le plan technologique souffrent également d'un déséquilibre tarifaire défavorable. Ce tableau indique clairement le paradoxe tarifaire

RTC : acronyme de Réseau Téléphonique Commuté (réseau classique avec modem : maximum de 56 Kbit/s kilo bit par seconde)
 RNIS : Acronyme de « Réseau Numérique de Régulation de Services ». Réseau permettant des connexions appel par appel de 64 Kbit/s sur Internet.
 La ligne spécialisée (LS) permet une connexion illimitée au réseau Internet avec un débit supérieur à une connexion RTC ou RNIS. Elle permet d'améliorer largement les conditions de navigation (rapidité pour le surf et le téléchargement) : il existe plusieurs types de liaisons spécialisées avec des débits à 256, 512, 1024 et 2048 kbps (kilo bits par seconde)

¹⁰ ADSL (Anglais : Asymmetrical Digital Subscriber Line)-(Français : Ligne asymétrique numérique) : technologie permettant d'avoir accès à Internet à haut débit optimisant ainsi la navigation et le téléchargement avec une connexion illimitée dont le lancement par la Sonatel, a eu lieu le lundi 3 mars 2003. Le Sénégal devient ainsi le quatrième pays du continent africain à déployer l'Adsl, après l'Afrique du Sud, le Nigéria et la Tunisie.

¹¹ 100 Fcfa = 1 FF (soit environ 15 cts €)

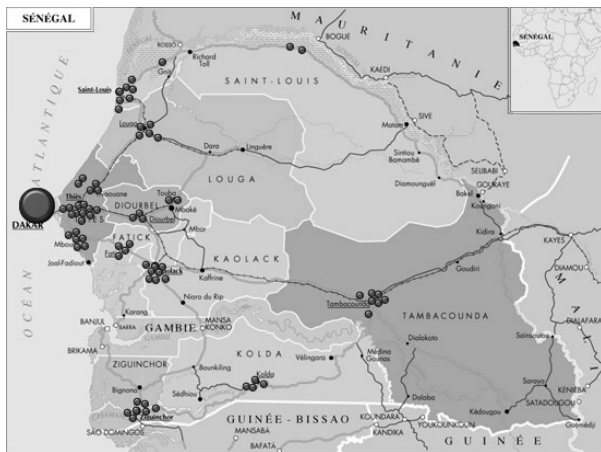
pratiqué par les différents cybercentres du Sénégal. En effet, c'est dans la capitale, où le revenu par habitant est le plus important du pays, que l'on voit le coût de l'heure de connexion le moins important. A l'extrême opposé, on retrouve des zones fortement ancrées dans le monde rural comme Tambacounda qui se distingue encore une fois pour ces obstacles à l'accessibilité avec un coût moyen pour une heure de connexion plus de deux fois supérieur à celui appliqué dans la capitale.

Néanmoins, à l'instar des analyses précédentes nous pouvons observer un rééquilibrage tarifaire qui tend vers une homogénéisation de l'accès à Internet entre les différentes régions sénégalaises : en effet, lors de notre séjour sur le terrain pendant le mois de Mars et d'avril 2002, nous nous sommes rapidement aperçu de la diminution significative des tarifs de la connexion dans les différents cybercentres sénégalais.

Alors que l'étude relative au référencement des cybercentres (2001) indique une moyenne d'environ 1025 Fcfa sur la capitale, on constate aujourd'hui une large majorité des points d'accès publics à Internet proposent l'heure de connexion à moins de 500 Fcfa (entre 350 et 500 Fcfa). A Thiès, où l'heure de connexion était proposée à 1370 Fcfa en moyenne, moins d'un an après, la plupart des établissements proposent la même prestation pour 750 Fcfa. Il faut toutefois noter que, même si les tarifs d'accès à Internet des cybercentres tendent vers une diminution sur l'ensemble du territoire, c'est Dakar qui enregistre les plus fortes baisses (un phénomène qui s'intensifie avec l'arrivée de l'ADSL exclusivement disponible dans certains quartiers de Dakar) accentuant encore un peu plus les inégalités avec d'autres régions. On observe des pratiques tarifaires inversement proportionnelles au niveau de vie des différentes régions : un phénomène qui renforce l'aspect inégalitaire de l'accès au réseau mondial dans le pays. Nous avons décliné notre analyse toujours en croisant les différentes régions avec d'autres variables comme le nombre de clients, ou encore l'encadrement (nombre d'animateurs par cybercentre) : ces autres approches démontrent également de fortes inégalités entre les différentes régions du pays.

- **Une fracture numérique au sein des régions**

- **Des disparités importantes au sein même des régions**



Cette carte, qui symbolise les 184 accès publics à Internet référencés dans le pays, laisse entrevoir des situations hétérogènes entre Dakar et les différentes régions du Sénégal, mais également des écarts d'accessibilité à Internet au sein même des régions.

En effet, on s'aperçoit aisément qu'à l'instar du panorama numérique du pays, une analyse interne des régions sénégalaises met en relief des écarts d'accès à Internet flagrants.

En effet, si les capitales régionales sont relativement bien pourvues en points de connexion, le reste des régions souffrent bien souvent d'une véritable pénurie d'accès publics à

Internet (hormis quelques exceptions localisées qui sont parfois mieux connectés au niveau global qu'à leur propre culture locale).

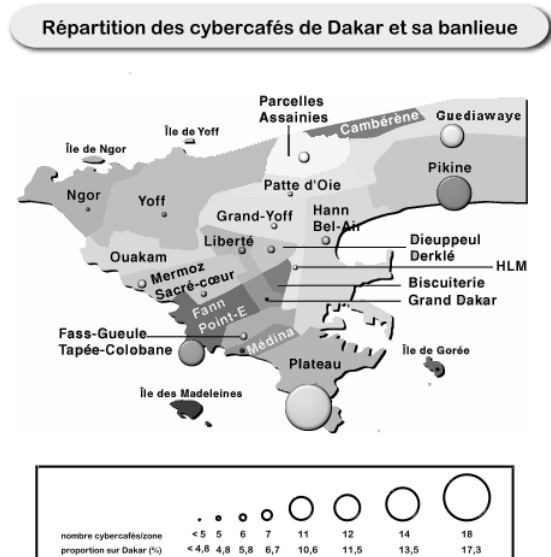
- **Dakar et ses déséquilibres internes**

Dakar, capitale africaine paradoxale, souffre également de forts déséquilibres internes avec, là encore, des degrés de concentrations très variés en fonction des différents quartiers de la ville qui ne permettent pas de prendre la capitale dans son intégralité pour l'opposer aux régions sénégalaises.

Grâce à la collecte des adresses des cybercentres référencés, nous avons pu les répartir en fonction des différents quartiers de la capitale. La carte suivante permet d'entrevoir des inégalités d'accès flagrantes au sein même de la capitale. Le plateau (quartier des affaires, siège administratif, ONG Internationale, ambassade...) concentre à lui seul près de 18 % des cybercentres de la capitale.

Le quartier populaire de Pikine arrive en seconde position avec 13,5 % des points de connexion publics à Internet (soit 14 cybercentres) : il faut néanmoins souligner que cette place valorisante tient plus à sa démographie qu'à une situation favorable sur le plan technologique. En effet, Pikine (qui a d'ailleurs un statut de département de par sa taille), regroupant le quartier du même nom ainsi que Guédiawaye (et ses 11 cybercentres) représente plus de la moitié de la population de la région de Dakar avec 1206540 habitants soit une « cyberdensité » tout juste supérieure à 2 cybercentres pour 100 000 habitants.

On peut également noter la position favorable du quartier « Fann-Point E » qui bénéficie d'une synergie très positive avec l'Université Cheikh Anta Diop qui ne peut répondre à la demande de connexion des étudiants : une situation propice au développement de cybercentres autour du Campus. On observe des déficiences notoires en terme d'accessibilité à Internet pour les quinze autres quartiers qui se disputent les 50 cybercafés restants.



○ **Le paradoxe dakarois**

En effet, si la capitale concentre le plus grand nombre de cybercentres disposant de plus de 12 ordinateurs, elle rassemble également, dans une moindre mesure le plus grand nombre de petits points d'accès à Internet qui ne possèdent qu'un ou deux postes informatique (notamment dans les nombreux quartiers populaires de la capitale). Ce constat est d'ailleurs valable pour de nombreuses variables : nombre d'animateurs, type de connexion, nombre de clients par jour... qui révèle les antagonismes de la capitale.

L'ensemble de ces analyses démontre que même si l'hégémonie technologique de la capitale Dakar reste marquante, on ne peut parler d'un fossé numérique géographique ou d'une opposition stricte entre Dakar et les régions tant les situations sont hétérogènes au sein même des différentes régions. L'émancipation technologique du pays profite de plus en plus aux régions, laissant ainsi émerger des zones intermédiaires qui réussissent à allier habilement ouverture vers l'extérieur et traditions locales. La situation paradoxale dakaroise symbolise bien cette difficulté d'une simple opposition entre la capitale et ses régions tant sa situation interne est hétérogène. De plus, l'analyse de la capitale religieuse Touba (second centre urbain du pays) démontre que, par sa position géographique plus favorable, son développement unique et son appropriation singulière des nouvelles technologies, elle jouera un rôle de plus en plus important dans la vie économique et technologique du pays pouvant même remettre en cause la domination dakaroise sur le moyen et long terme.

APPROCHE ECONOMIQUE : entre inégalités et espérances

• Indicateurs socio-économiques et analyse tarifaire d'Internet : le paradoxe sénégalais

○ **Un marasme économique persistant**

Le Sénégal, symbole de l'Afrique francophone, réalise son introduction dans le monde de l'Internet dans une situation socio-économique peu enviable et précaire qui résulte, au-delà des problèmes endogènes, d'une pression des plans d'ajustement structurels imposés par les bailleurs de fonds internationaux. Sous ces nombreuses contraintes, le pays éprouve de lourdes difficultés pour sortir d'une situation qui ne cesse de s'aggraver.

L'espérance « historique » fondée sur l'élection du néolibéral Abdoulaye Wade, qui succède aux décennies socialistes assimilées à la crise, ne semble pas se concrétiser. La forte pression

démographique conjointe à l'aggravation de la situation économique a provoqué un taux de chômage urbain de 30% et un appauvrissement de la population (33% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté). Avec une population de près de 10 millions d'habitants, en augmentation au rythme de 2,7 % l'an, le Sénégalais moyen dispose d'un revenu annuel de 510 € (il était de l'ordre de 560 € en 1996 contre une moyenne de 490 € pour l'Afrique subsaharienne)¹⁶. En avril 2001, le Sénégal entre ainsi dans la catégorie peu enviable des PMA (les pays les moins avancés).

En effet, le classement du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) est explicite : fondé sur l'indice de développement humain, il positionne le pays à la douloureuse place de 160^{ème} sur 170 (soit une régression de sept places par rapport à l'année 2000)¹². Comment peut-on envisager la démocratisation de l'outil Internet dans un tel marasme économique ?

○ **Un coût d'accès à Internet excessif**

Un autre facteur aggravant pour l'accessibilité de l'outil Internet dans le pays est incarné par l'excessivité tarifaire liée à l'acquisition du matériel et des prestations pour avoir accès au réseau Internet à son domicile. En effet, le monopole de l'opérateur historique (la SONATEL, filiale du groupe France Telecom), souvent dénoncé par la société civile, « permet » au Sénégal d'obtenir la seconde place des prix les plus élevés en Afrique de l'ouest pour les communications locales. Ainsi, un internaute paie en plus des frais d'inscription (environ 30 €) et de son forfait mensuel (se stabilisant autour de 15 € / mois) 2,75 € pour chaque heure de connexion en période pleine.

On constate, à l'instar des différentiels tarifaires entre les régions, que les prix appliqués entre les pays développés et les pays en voie de développement sont inversement proportionnels au niveau de vie - un phénomène qui tend à s'aggraver avec la démocratisation du haut débit dans les pays développés qui renforce non seulement un déséquilibre tarifaire Nord/Sud mais également une « fracture » dans les conditions d'accès au réseau Internet (qualité de la navigation, téléchargement...) – même si le haut débit pénètre progressivement le pays, il n'en est qu'à une phase d'introduction (la technologie ADSL, arrivée en mars 2003, laisse entrevoir de meilleures conditions d'accès à Internet au Sénégal sur le long terme mais pour l'instant elle est cantonnée à quelques quartiers de Dakar pour des prix toujours supérieurs à ceux des pays développés).

La corrélation entre les indicateurs socio-économiques, les tarifs de connexion appliqués par les fournisseurs d'accès (frais d'inscription + forfait mensuel) et la SONATEL (pour la tarification des communications locales) ainsi que le coût du matériel informatique (modem, ordinateur... plus onéreux que dans les pays du Nord) implique une utilisation de l'outil Internet à domicile très marginale et très élitiste qui ne peut prétendre s'orienter vers une démocratisation. En effet, on compte environ 15000 abonnés à Internet dans le pays (soit environ 1,5 abonnement pour 1000 habitants) – A titre de comparaison, en France on compte près de 9 millions d'abonnements individuels dont plus de 1,5 millions à haut débit¹³). Néanmoins les spécialistes d'Internet au Sénégal estiment que le nombre d'internautes dépasserait aujourd'hui les 100 000 (la France compte plus de 20 millions d'internautes soit près d'un habitant sur trois contre un sur cent au Sénégal). Cet écart entre le nombre d'abonnés et le nombre d'internautes pourrait s'expliquer, outre l'usage communautaire sur le continent africain (où un compte Internet est exploité par plusieurs utilisateurs), grâce au succès espéré des points d'accès publics dans le pays. Ainsi, le très faible taux d'équipement en informatique des ménages sénégalais conjugué à une politique tarifaire excessive des principaux fournisseurs d'accès à Internet, nous conduit légitimement à penser que les cybercentres constituent un exutoire efficace pour pallier à ces différentes contraintes.

Il s'agit donc de visualiser si la politique tarifaire appliquée par ces établissements est adaptée au niveau de vie local. Dans le prolongement de cette approche, nous tenterons de dresser le portrait type d'un internaute sénégalais afin de confirmer ou nuancer si la fréquentation élitiste des cybercentres, comme l'ont démontré les quelques études précédentes en Afrique, coïncide avec la réalité du Sénégal.

¹² Système des Nations Unies, PNUD, Evaluation commune de la situation du Sénégal, Septembre 2001

¹³ site du journal du net (www.journaldunet.com) rubrique chiffres-clés : les chiffres cités datent de décembre 2002

• Les accès publics à Internet, un exutoire légitime

Nous commençons légitimement par l'observation des prix appliqués pour une heure de connexion : un critère discriminant qui déterminera le degré d'accessibilité et démocratisation de l'outil Internet dans le pays.

L'analyse des prix appliqués par les différents cybercafés du territoire sénégalais met en relief, encore une fois, des écarts très importants dans les tarifs (entre 500 Fcfa et 3500 Fcfa) qui portent la moyenne nationale des 184 cybercentres à environ 1250 Fcfa (1,9 €). Une moyenne caractérisée par une large partie des cybercentres (près de 40 %) qui appliquent des tarifs de 1000 à 1500 Fcfa. Ce coût moyen représente un investissement très important pour une grande partie de la population sénégalaise ; ce qui pourrait nous laisser penser de nouveau à une fréquentation élitiste de ces établissements.

Une comparaison avec la France serait encore peu flatteuse pour le Sénégal car si les prix sont à peu près identiques pour une heure de connexion, les performances du matériel et le niveau de vie n'ont pas de commune mesure. Cependant, comme nous l'avons mentionné précédemment, il faut souligner les évolutions tarifaires récentes allant bien souvent jusqu'à plus de 50 % de diminution par rapport aux données de cette étude.

• Portrait de l'internaute sénégalais : entre élitisme et démocratisation

Qui sont les internautes sénégalais ? Les premières études menées en Afrique de l'Ouest, lors de l'introduction d'Internet, démontraient une fréquentation élitiste des cybercentres. Ils étaient pour 20 % des étrangers. Les membres des grandes entreprises, des ambassades, des multiples organismes de coopération, et les catégories sociales les plus favorisées et les mieux éduquées qui vivent dans les quartiers modernes. Le revenu de l'utilisateur type était alors sept fois plus élevé que la moyenne nationale. Il est indéniable que les Sénégalais abonnés à un fournisseur d'accès (une connexion à domicile) sont largement privilégiés compte tenu de l'investissement initial colossal et de la politique tarifaire discriminante des abonnements et communications. Mais l'émancipation des points d'accès publics à Internet sur l'ensemble du territoire a-t-elle permis de déclencher le processus de démocratisation tant espéré de l'outil Internet ? C'est ce que nous allons essayer de démontrer en tentant de dresser un portrait de l'internaute sénégalais, fréquentant les cybercentres, grâce notamment à l'étude des 135 internautes sénégalais et des données recueillies auprès des gérants de cybercentre.

Le développement mondial d'Internet montre une appropriation massive de l'outil par les jeunes : on observe bien souvent un niveau de maîtrise inversement proportionnel à l'âge. Mais, les jeunes constituent un groupe socialement marginalisé face à la prédominance accordée aux « anciens » dans un pays comme le Sénégal. Les jeunes ont-ils leur place dans le paysage de l'Internet sénégalais ? Les nouvelles technologies et Internet en particulier vont-ils contribuer à l'émancipation de la jeunesse sénégalaise ? Autant de questions qui donnent à la variable « âge » une connotation toute particulière.

Notre étude souligne la jeunesse des Internautes qui fréquentent les cybercentres puisque sur les 135 personnes interrogées, on obtient une moyenne d'âge de 25 ans. On notera que la tranche 20 – 26 ans rassemble plus de 53 % des internautes interrogés. On notera cependant, comme nous l'avons mentionné dans les limites de l'étude que cette surreprésentation est en partie due à la sélection de cybercentres souvent proches de complexes universitaires.

Néanmoins, les données récoltées en amont (auprès des gérants de « cybercafés ») à l'instar des questionnaires administrés en aval (directement auprès des utilisateurs finaux : les internautes), révèlent une présence très soutenue des étudiants qui représentent dans les deux études plus de la moitié de la clientèle.

En dépit d'une situation sociale et économique plus que pénalisante qui place le pays à la 160^{ème} place pour l'indice de développement humain et malgré des pratiques tarifaires en décalage avec le niveau de vie des sénégalais, l'outil Internet semble répondre à des besoins concrets pour une jeunesse sénégalaise en quête de considération. Néanmoins, de nombreux efforts restent à faire pour vraiment optimiser l'accessibilité d'Internet dans le pays, une mission que ne peut pleinement assumer l'Etat sénégalais, qui éprouve de plus en plus de difficultés pour contrôler et développer son territoire.

L'initiative privée (à travers le développement des cybercentres) semble combler les lacunes du service public sénégalais malgré l'excessivité « apparente » des tarifs. Ainsi, la jeunesse semble

s'approprier l'outil : en effet, notre étude présente un internaute sénégalais plutôt jeune et étudiant (avec un niveau d'étude satisfaisant) qui fréquente régulièrement les cybercentres (plus de 50% des internautes interrogés disent se connecter au moins 2 fois par semaine).

Cette remarque nous renvoie néanmoins à une autre problématique énoncée par Olivier SAGNA¹⁴ : ces technologies pour lesquelles le niveau d'expertise est souvent inversement proportionnel à l'âge, contribuent-elles à un infléchissement, voire à un renversement des valeurs sociales ? Internet, par l'ouverture sur le monde qu'il procure, ne participe-t-il pas à accentuer un peu plus la rupture de la jeunesse avec des sociétés d'origine n'offrant pas ou peu de perspectives ? Internet ne va-t-il pas approfondir le fossé déjà existant entre les jeunes branchés sur le cyberspace et les adultes connectés à la société traditionnelle ou ce qu'il en reste ?

APPROCHE SOCIO-CULTURELLE : extraversion des internautes sénégalais

Internet ne va-t-il pas constituer pour ces jeunes sénégalais un nouveau vecteur pour fuir la réalité du quotidien et le manque de perspective d'évolution dans leur pays, faisant ainsi de l'outil Internet un instrument privilégié pour se connecter vers l'eldorado occidental ? Un thème que nous abordons à travers l'évaluation de l'extraversion de l'Internet sénégalais.

Sans une production locale satisfaisante, l'outil représente un réel danger d'extraversion vers la culture occidentale à l'instar des programmes télévisuels occidentaux (notamment américains) qui surclassent la faible production locale. Néanmoins, l'écart entre la production sénégalaise de site Internet et occidentale sur un plan qualitatif est moindre en comparaison avec les productions télévisuelles ou cinématographiques notamment grâce à un coût de production faible (il suffit d'un poste informatique et d'un logiciel adéquat pour la création de sites Internet) et un degré d'expertise plus accessible (beaucoup d'autodidactes). Le vecteur Internet va-t-il permettre un recentrage culturel ou au contraire constitue-t-il une nouvelle fenêtre sur la culture occidentale ?

• La messagerie électronique, une application privilégiée pour communiquer avec l'occident

L'analyse des destinations principales des e-mails au Sénégal paraît constituer un bon baromètre pour quantifier le degré d'extraversion des internautes sénégalais.

○ E-mail : le service le plus apprécié des Internauts sénégalais

Il est avant toute chose nécessaire de rappeler le volume d'utilisation de la messagerie électronique parmi les différents services liés à Internet.

L'étude démontre que la messagerie répond à un réel besoin en communication des Sénégalais puisqu'elle constitue le service le plus utilisé pour 65 % des internautes sondés. Un chiffre cohérent qui répond à un véritable besoin local à la fois économique et pratique : en effet, si en France, le service public postal est largement satisfaisant, la position sénégalaise est beaucoup plus complexe. En effet, déjà malmenée, la poste sénégalaise voit des décisions visant à interrompre la distribution de courrier à domicile se concrétiser. Ainsi depuis le 1er janvier 2002, la profession de " facteur " tend vers une disparition certaine : de 200 il y a quelques années, les facteurs sont passés à 60 pour l'ensemble du territoire¹⁵.

De plus, il faut souligner que le nombre de boîtes postales que compte le pays est encore largement insuffisant pour répondre à une demande grandissante de la population. Avec 100 000 boîtes (soit une boîte pour 100 habitants), dont 80% sont localisées à Dakar, la poste va devoir convaincre les Sénégalais d'investir dans une boîte postale qu'ils paieront 9600 Fcfa chaque année : un coût relativement élevé pour le Sénégalais moyen qui devra ensuite ajouter les frais déplacement pour se rendre à sa boîte. On peut également remarquer, qu'à l'instar des comptes Internet sénégalais, on constate une utilisation communautaire de ces boîtes. En plus des difficultés évoquées, il faut également souligner un affranchissement à l'international excessif qui donne au courrier électronique une toute autre dimension dans un pays comme le Sénégal où l'accès au service postal classique constitue un luxe.

¹⁴ Olivier SAGNA, les technologies de l'information et de la communication et le développement social au Sénégal, UNRSID, janvier 2001

¹⁵ Leïla Mèziane, Les postiers sénégalais vont disparaître, <http://www.dogori.com>

Destination principale du courrier électronique

destination des emails	N b. cit.	F réq.
Non réponse	2	1 ,5%
Etats-Unis	1 8	1 3,3%
Sénégal (interne)	3 4	2 5,2%
France	5 6	4 1,5%
Autres pays africains	1 3	9 ,6%
autre	1 2	8 ,8%
TOTAL OBS.	1 35	1 00%

Ce tableau révèle de manière significative à quel point la messagerie électronique constitue un nouveau vecteur de communication vers l'Occident. Même si le nombre d'internautes sénégalais est relativement faible, on note que seulement 25 % des e-mails auraient une destination interne au Sénégal et moins de 10 % vers des pays africains. En revanche, la France incarne la destination privilégiée des e-mails sénégalais, selon cette étude, en canalisant 41,5% d'entre eux.

L'échantillon d'internautes sénégalais nous révèle donc une très forte occidentalisation de la messagerie électronique sénégalaise. Outre quelques points endogènes d'explication (lacunes de la poste sénégalaise, aspect pratique et économique, affranchissement excessivement cher pour l'étranger), cette situation s'explique en partie par l'analyse des flux migratoires à l'International : l'outil

Internet deviendrait-il progressivement le moyen de communication privilégié pour communiquer avec la diaspora sénégalaise ?

Les flux migratoires sont intéressants à corréliser avec les chiffres sur la destination des messages électroniques. En effet, la France, premier destinataire d'e-mails, est également le pays accueillant le plus grand nombre de Sénégalais. Forte de 45.000 personnes, la communauté des Sénégalais résidant régulièrement en France représente 22 % des ressortissants d'Afrique subsaharienne, anciennement sous administration française, (soit 188.000 personnes d'Afrique subsaharienne titulaires d'une autorisation de séjour, soit 5,8 % des 3,24 millions d'étrangers en situation régulière). Elle dépasse par son importance les Maliens, les Congolais et les Camerounais¹⁶.

On remarque donc une certaine corrélation entre la localisation de la communauté sénégalaise internationale et les destinations principales des e-mails. Il est d'ailleurs évident que cette diaspora apparaît comme un prescripteur privilégié en facilitant l'accès à leurs familles au réseau Internet pour maintenir des relations régulières à moindre coût malgré la distance.

• Une consommation de contenus extravertie

Le Sénégal compte plus de 160 sites (ayant le suffixe .sn) effectivement en ligne¹⁷ pour 1150 noms de domaines « .sn » déclarés . A titre de comparaison, on comptabilise en France près de 145 000 sites « .fr » en ligne: si l'on ramène ce chiffre à la population du Sénégal on obtiendrait près de 25000 sites soit 150 fois plus que les noms de domaine sénégalais actuellement disponibles sur Internet.

Une production locale qui demeure relativement faible, à l'instar du continent africain et ses 200 000 noms de domaines enregistrés (dont 130000 en Afrique du Sud) qui ne représente que 0.006% des sites dans le monde. Une sous-représentation qui peut représenter un risque important pour une culture sénégalaise et africaine déjà malmenée par une occidentalisation exacerbée. C'est ce que nous allons évaluer en étudiant les usages des Internaute sénégalais.

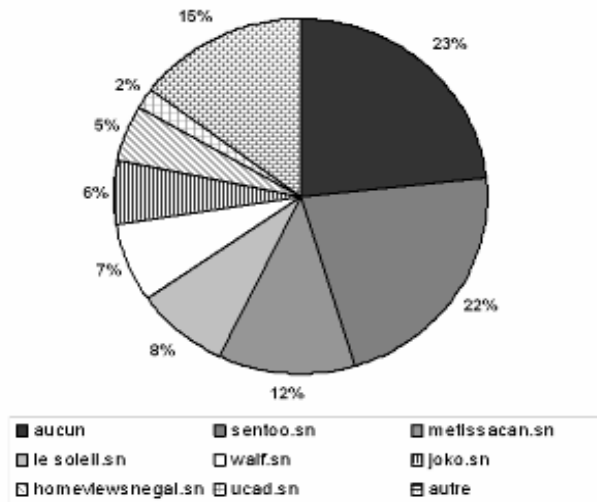
○ Fréquentation des sites Internet sénégalais (.sn)

¹⁶ Evaluation commune de la situation du Sénégal, Nations Unies, septembre 2001

¹⁷ source Osiris : www.osiris.sn

Le graphique ci-joint exprime une faiblesse notoire de la consommation de contenus sénégalais.

Fréquentation des sites sénégalais (.sn)



Graphique correspondant à l'étude n°1 (relative aux internautes sénégalais) : résultat des réponses à la question : *Quels sont les sites sénégalais que vous fréquentez le plus régulièrement ?*

En effet, près d'un quart des internautes interrogés (23%) disent ne consulter aucun site sénégalais régulièrement. Un chiffre qui laisse supposer une consommation extravertie. On notera également l'hégémonie du site Sentoo (1^{er} fournisseur d'accès du pays) qui est le site le plus fréquenté avec 22 % de citations. Les sites des deux principaux quotidiens sénégalais (le Soleil et Walf) représentent à eux deux 15 % des sites les plus visités : un interview avec le responsable du quotidien le Soleil nous a permis de savoir que l'essentiel des connexions vers leur site venait de l'étranger.

○ **Sentoo, premier site sénégalais visité : une réussite sous**

influence occidentale

Créée en 1992, Télécom-Plus (renommée Sentoo), filiale de la Sonatel (51%) et de France Câbles et Radio (49%), elles mêmes filiales de France Télécom, compte environ 10 000 abonnés (soit plus de 65 % des abonnés) et héberge près d'une centaine de sites web. Lors d'une précédente étude du site Internet Sentoo nous avons soulevé la forte extraversion du site le plus consulté au Sénégal. Le site Internet Sentoo (www.sentoo.sn) est en effet tourné vers l'extérieur et l'international à tel point que nous avons l'impression qu'il s'adresse plus aux expatriés ou aux touristes qu'aux Sénégalais.



Par exemple, nous nous sommes aperçu que la rubrique business est largement consacrée à l'Occident avec des thèmes économiques ne mentionnant nullement la situation locale et même régionale préférant s'attarder sur l'évolution de la bourse de Paris ou Wall Street... En effet, si les fluctuations des bourses internationales peuvent intéresser une poignée de privilégiés, nous sommes bien loin de la préoccupation de la majorité des Sénégalais. Dans la même optique, la rubrique « médias-multimédia » est largement tournée vers l'Occident alors que l'actualité dans ces domaines au Sénégal est très riche et dense. On nous parle aussi des fusions en Europe ou au Etats-Unis dans le monde des médias ou encore de l'évolution des technologies dans les pays développés...

La rubrique emploi n'est pas épargnée par cette orientation vers l'Occident. En effet, lors de notre visite du site en juillet 2002, sur les 70 offres d'emplois répertoriées sur le site, aucune n'émane d'une entreprise sénégalaise. En revanche, les annonces pour une embauche en France sont très présentes puisqu'elles représentent 38% des offres.

Un constat valable pour la plupart des rubriques du site (tourisme, sorties, programme TV...) malgré quelques efforts récents (avec par exemple la mise à disposition d'une base de données sur l'ensemble des formations du territoire).

En revanche il faut souligner la qualité des sites Internet des principaux médias sénégalais ou

d'autres structures comme OSIRIS (l'Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal) qui offrent un contenu local de qualité et actualisé – mais ces sites sont essentiellement fréquentés par des internautes extérieurs au pays.

○ **Les internautes sénégalais, un engouement pour l'occident**

La faiblesse de la production locale conjuguée à une jeunesse frustrée, en perte de repère et d'identité culturelle et déjà conquise à l'Occident renforce l'engouement des internautes sénégalais pour les pays développés désormais accessibles en quelques « clics » concrétisant un peu plus l'accessibilité à « l'eldorado occidental ».

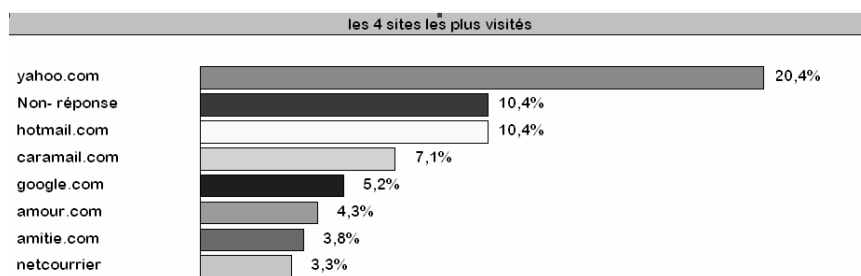
Origine principale des infos sur le Web

Lorsque vous recherchez des informations sur le Web, quelle est l'origine de celles-ci le plus souvent ?

origine principale des infos recherchées sur le Web	N b. cit.	F req.
Non réponse	3	2,2%
information locale (sénégalaise)	14	10,4%
information africaine	4	3%
information internationale	118	84,4%
TOTAL OBS.	35	100%

Bien que les médias sénégalais soient très présents (aussi bien sur un plan qualitatif que quantitatif) sur la toile, on s'aperçoit à travers l'étude des 135 internautes sénégalais, que la recherche d'informations s'oriente essentiellement vers l'international avec 84,4% des citations. En revanche, on s'aperçoit que l'information locale demeure marginalisée avec seulement 10,4% des internautes interrogés qui consultent essentiellement de l'information sénégalaise. L'information « régionale » (relative à l'Afrique) l'est encore plus puisqu'elle est recherchée uniquement par 3 % des internautes.

Quels sont les 4 sites Internet que vous consultez le plus régulièrement ?



Il faut tout d'abord remarquer que l'analyse occulte la consultation de sites relatifs à différents domaines (universités étrangères ou informations sportives et musicales dans le monde occidental essentiellement... : des rubriques pourtant très consultées comme nous avons pu le voir en consultant fréquemment l'historique de sites Internet lors de nos fréquentes visites au sein des cybercentres). En effet, les internautes ne connaissent pas forcément l'adresse exacte de ces sites et préfèrent passer par l'intermédiaire de moteur de recherche et annuaire très sollicités.

On notera que plus de 40 % des citations désignent des sites délivrant des adresses e-mail gratuites. On remarquera la performance du site Yahoo (20,4% des citations) qui cumule, outre la possibilité de créer une messagerie électronique gratuite, un annuaire de recherche réputé. Hotmail (10,4 %), Caramail (7,1 %) et dans une moindre mesure netcourrier (3,3%) font également partie des sites les plus consultés. Face à la faiblesse du nombre d'abonnés à Internet, ce type de site permet aux internautes sénégalais d'ouvrir une boîte e-mail gratuitement : un service encore peu proposé au Sénégal (uniquement sur le site « sentoo »). Ainsi, les sites Internet les plus consultés par l'échantillon

d'Internautes ont pour une vocation de communication (e-mail, chat, sites de « rencontres », dialogues en ligne...).

Lors de notre premier séjour au Sénégal, nous étions frappé par le nombre de Sénégalais qui désirait partir dans un pays occidental. Ainsi, nous avons profité de l'étude sur les internautes sénégalais pour insérer une question relative à leur futur projet afin de quantifier cet engouement pour un départ. Les chiffres sont éloquentes : à la question « quels sont vos projets pour l'avenir » seulement 21,5 % des internautes interrogés désirent rester au Sénégal. Ils sont près de 40 % à projeter un départ vers la France. On remarque que les Etats-Unis arrivent en seconde position avec 28 % des citations : une destination qui fait de plus en plus rêver les Sénégalais comme en témoigne l'affluence des demandes de visas à l'ambassade des Etats-Unis.

Les études apparaissent comme la motivation principale avec plus de 23 % des citations. Nous avons d'ailleurs remarqué un phénomène marquant sur les campus de Dakar et de Saint Louis relatif aux pré-inscriptions dans les universités françaises. Depuis un certain temps, les étudiants tournent le dos aux cours pour s'investir dans les cybercentres en vue d'accéder sur l'Internet au site du ministère français de l'éducation nationale. Tout cela, dans l'espoir d'obtenir une demande d'inscription en premier cycle dans une université française.

En effet, les étudiants trouvent dans le réseau Internet la clef qui leur permet de voir leur rêve d'étudier en France, devenir réalité : des dossiers d'inscription téléchargés sur le net puis imprimés sont vendus à 2000Fcfa, parfois même à 3000Fcfa dans l'enceinte de la Faculté.

On s'aperçoit qu'une large partie des internautes interrogés entrevoit une sédentarisation à l'étranger puisqu'ils sont plus de 44% à envisager de cumuler des études et un emploi à l'étranger. Ainsi, Internet semble renforcer l'occidentalisation des jeunes sénégalais en concrétisant leurs espérances et leurs rêves. En effet, désormais ils ont accès facilement aux diverses offres d'emploi sur les sites occidentaux qui affichent des salaires sans commune mesure avec le niveau de vie locale.

CONCLUSION

Une des principales réponses à notre problématique basée sur un axe local et global qui a guidé notre étude, c'est que l'on ne peut établir une opposition nette entre les deux. En fait, ils sont bien souvent en totale interaction avec néanmoins une constatation : l'interaction n'est pas symétrique, le global est en position dominante et s'approprie plus facilement le local que l'inverse.

En effet, une approche socio-territoriale nous a montré que, même si l'hégémonie technologique de la capitale internationale demeure largement prépondérante sur le territoire, on ne peut aborder l'analyse du Sénégal à travers un simple fossé numérique géographique opposant Dakar, connecté au monde moderne, et les régions sénégalaises, ancrées dans leur culture locale, tant les situations sont variées et paradoxales. L'émergence de situations intermédiaires, nombreuses et localisées, ne permet pas une généralisation qui masquerait des recompositions nouvelles et les quelques « oasis » de modernité, parfois mieux connectées au niveau global qu'à leur propre culture locale. De plus, l'inégalité, en terme d'accessibilité au réseau Internet, est largement présente au sein même d'une capitale sénégalaise paradoxale, où se côtoient extrême modernité et déficiences infrastructurelles notoires dans l'indifférence la plus totale. De plus, il faut également souligner l'émancipation exponentielle du second centre urbain du pays : Touba, la capitale religieuse. Egalement capitale du secteur « informel », elle séduit une population grandissante en s'affranchissant

des contraintes physiques et économiques du pays grâce à une communauté mouride (caractérisée par une forte émigration et une solidarité exacerbée) qui assure son autofinancement : on peut presque parler d'un « Etat » religieux (mais pas seulement, Touba devient progressivement un pôle économique, politique et financier incontournable dans le pays) dans l'Etat administratif sénégalais, tant la puissance de Touba et des mourides risque, à terme, de remettre en cause la domination de Dakar, capitale internationale, administrative et technologique.

Dans le prolongement de cette approche, une analyse socio-économique du pays nous a amené à réfléchir, dans un premier temps sur l'incompatibilité entre la dure réalité économique du pays, incarnée par des déficiences notoires pour assurer les besoins sociaux de base et la possibilité d'entrevoir une démocratisation de l'outil Internet. De plus, l'excès tarifaire qui règne sur les prestations de l'Internet sénégalais (coût du matériel, prix de l'abonnement à un fournisseur d'accès local, tarification des communications locales...) semble introduire une appropriation très élitiste en instaurant, à première vue, une rupture encore plus prononcée entre une poignée de privilégiés connectés au monde moderne via Internet et une « masse » exclue de toute avancée technologique. Néanmoins, malgré ces nombreuses contraintes, on constate que le processus de démocratisation de l'outil Internet semble bien enclenché avec des applications qui sont bien souvent plus pertinentes et plus légitimes que dans les pays du Nord déjà pourvus de systèmes d'information et de communication satisfaisants. En effet, contrairement aux autres secteurs de l'économie où le primat est accordé aux aînés, ce sont les jeunes (considérés comme un groupe socialement marginalisé) et particulièrement la population estudiantine qui semble s'approprier le réseau mondial, remettant ainsi en cause l'aspect élitiste dans l'appropriation de l'outil. Grâce à des pratiques communautaires, un brin de débrouillardise et une baisse constante des tarifs des cybercentres sénégalais, on estime à plus de 100 000 le nombre d'internautes dans le pays (pour une population de 10 000 000 d'habitants) pour seulement 15000 abonnés à un FAI (fournisseur d'accès à Internet) local. En effet, avec un développement rapide et soutenu, les 184 points de connexion publics à Internet référencés apparaissent comme un exutoire légitime adapté à la situation socio-économique locale. On notera également les récentes évolutions concernant l'offre d'accès ADSL qui ouvre la voie vers une véritable égalité dans l'accès au réseau entre les pays du Nord et du Sud même s'il reste encore beaucoup d'efforts pour réellement démocratiser le haut débit sur l'ensemble du territoire et adapter l'offre au niveau de vie local. Internet semble donc apparaître comme un des rares domaines où les jeunes occupent une place prépondérante et comme un palliatif à leurs frustrations du quotidien et au manque de perspectives d'évolution dans leur pays - un danger qui semble amener les sénégalais à instrumentaliser le réseau comme un remède contre les maux de leur société, faisant de l'outil d'Internet un instrument de fuite vers un « monde meilleur » : l'Occident désormais accessible en quelques clics.

En effet, grâce à une approche socio-culturelle, nous nous sommes aperçu que l'outil Internet constitue une nouvelle fenêtre sur l'Occident pour une jeunesse sénégalaise déjà conquise. En effet, les Sénégalais utilisent Internet comme un vecteur privilégié d'information extérieure et de communication avec l'Occident malgré une production locale de qualité qui profite essentiellement aux internautes extérieurs au Sénégal.

Touba, « la dissidente » : vers un Sénégal antagoniste

Mais notre vision, initialement fondée sur un axe local/global, porte l'empreinte de l'ethnocentrisme occidental : cette approche, basée sur des flux Nord/Sud, en particulier sur l'influence des flux du Nord (occidentaux assimilés au global) sur le Sénégal (assimilé au local) ne prend pas en compte l'étude de Touba (capitale religieuse) et de la confrérie Mouride qui démontre qu'il ne faut pas sous-estimer l'influence de nouveaux flux et l'émergence d'une nouvelle dynamique interne au pays impulsée par des motivations religieuses. Sa position géographique favorable et sa vocation religieuse ont fait de Touba le deuxième centre urbain du pays (plus de 600 000 habitants « le plus gros village du monde » puisque sa population émane à 90% d'une origine rurale), singulier dans son développement et dans son appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La ville religieuse doit son rayonnement à la confrérie mouride qui représente désormais plus de 33 % de la population sénégalaise contribuant à 60 % du PIB sénégalais grâce à un contrôle massif dans le secteur informel du transport et du commerce en particulier. Touba, nouvel

eldorado qui séduit une population grandissante, occupe désormais une place économique (aussi bien locale qu'internationale) prépondérante.

L'ambivalence de la ville sainte et de sa communauté, fondée à la fois sur des cultures traditionnelles fortes et sur une migration internationale singulière (notamment France, Italie et Etats-Unis) combine habilement les modes de communication traditionnels et les NTIC. Parallèlement au développement du réseau téléphonique, Cheikh GUEYE¹⁸, parle d'un « dé clic » informatique, avec une introduction massive de l'outil informatique dans la communauté mouride : un matériel obsolète dans les pays développés, qu'ils revendent à bas prix. Ce qui permet à la ville d'avoir un taux d'équipement informatique en constante augmentation. Ainsi, avec un réseau téléphonique et un équipement en micro-ordinateurs grandissant, les conditions pour une appropriation de l'outil Internet sont donc réunies.

Après une instrumentalisation effective des médias traditionnels (télévision et radio) motivée par un prosélytisme débordant, la confrérie se penche donc désormais sur l'outil Internet qui pourrait allier habilement le développement économique des activités commerciales de la ville et de la communauté en général, ainsi que la communication avec la diaspora à moindre coût, tout en instrumentalisant l'outil comme un vecteur de notoriété du mouridisme. L'ambition affichée et les nombreux projets en cours laissent entrevoir un avenir numérique qui pourrait transformer le paysage de l'Internet sénégalais. En remettant en cause la hiérarchie urbaine, et en perturbant des flux internes (locaux) par sa situation géographique plus centrale, la capitale religieuse Touba change la donne mettant en péril sur le moyen terme l'hégémonie technologique dakaroise sous influence occidentale. La communauté mouride caractérisée par un réseau international très dense semble s'accorder avec les attributs du réseau Internet qui ignore les contraintes d'espace et de temps. Ainsi, au sein de la diaspora sénégalaise se dessine une diaspora « mouride » qui ne cesse de produire du contenu sur l'histoire de leur communauté et les fondements du mouridisme. Les Mourides sont ainsi déjà positionnés dans la bataille du contenu pour lequel le Sénégal est presque inexistant.

Ainsi, on peut consulter des milliers de pages Web consacrées au mouridisme avec des contenus essentiellement français, mais aussi arabe, anglais et italien...

A l'instar du Cheikh Amadou Bamba (père fondateur du mouridisme) martyrisé pour sa dissidence lors de l'époque coloniale et privé de liberté pendant une majeure partie de son existence (32 ans d'exils, de mise en résidence surveillée et de persécutions), la communauté mouride semble contrer cette vague d'occidentalisation qui pénètre le Sénégal en s'orientant vers l'Orient et la culture arabo-musulmane. Ce contre courant, qui caractérise dans de nombreux domaines la capitale religieuse (Touba) et les mourides, a même réussi à gagner le domaine informatique. En effet, on peut remarquer à Touba, comme le souligne Cheikh GUEYE, que de nombreux marabouts se sont fait installer des logiciels en langue arabe (Windows 98, Microsoft office...) ainsi que des claviers en alphabet arabe sur des postes informatiques envoyés par des talibés¹⁹ européens. L'écriture arabe, langue véhiculaire de l'Islam, prend de plus en plus de place dans la culture et le symbolisme mouride en gagnant de nombreux domaines (les échanges de courrier, émissions télévisuelles religieuses sur la chaîne nationale...), ce qui laisse envisager un développement massif de cette langue comme le préconise la communauté mouride. Cheikh GUEYE, docteur en géographie, nous explique que les jeunes en phase d'apprentissage de l'arabe utilisent beaucoup les traitements de texte arabes et leur dictionnaire intégré pour s'entraîner.

Cette orientation vers la culture arabo-musulmane se traduit également dans le développement des paraboles de la ville sainte : on observe en effet une différence d'orientation notoire entre les paraboles dakaroises largement tournées vers les chaînes francophones (TV5, CFI, Canal Horizon) et les paraboles toubiennes ouvertes sur le monde arabe avec Arabsat, LBC (liban), NILE TV et NILE SPORT (Egypte). Outre les paraboles, on observe une nette recrudescence des radios satellitaires émises en langue arabe (plus 300 chaînes de radios en arabe) et ramenées essentiellement de Dubaï qui parallèlement est devenu une destination de plus en plus convoitée par la communauté mouride.

¹⁸ Cheikh GUEYE, enjeux et rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les mutations urbaines : le cas de Touba, UNRISD, 2001

¹⁹ Un "talibé" est au sens étymologique du terme un disciple ou un élève apprenant le coran.

Ainsi, l'impérialisme occidental, de plus en plus visible mais aussi de plus en plus critiqué, en anéantissant la culture et l'Etat sénégalais semble orienter le pays vers une bipolarisation antagoniste. Car, cette orientation, amplifiée par Touba, vers la culture arabo-musulmane, même si elle est culturellement plus proche du Sénégal, elle n'en demeure pas moins un danger pour la production locale de contenus et l'identité sénégalaise en manque de repères. Car pour que ces influences extérieures diverses cohabitent sereinement, il faudrait que la culture et l'identité sénégalaise soient suffisamment fortes pour ne pas se laisser submerger par celles-ci. La problématique de la langue et du plurilinguisme illustre bien cet étau dans lequel est enfermée la culture sénégalaise : en effet, lors de nos nombreuses heures de navigation nous n'avons vu aucun site Internet en « wolof », langue traditionnelle et véhiculaire du Sénégal. De plus, l'insertion récente de la langue arabe dans le cursus sénégalais risque d'anémier le « wolof » et les autres langues nationales (le serer, le poular, le mandingue, le soninké et le diola) déjà très érodés par l'omniprésence de la langue officielle française.

Il serait donc intéressant d'étudier les accès publics toubiens à Internet qui révèlent certainement des éléments différents de l'étude exposée : Quelle différence avec un cybercentre dakarais ? La consommation de contenus des internautes toubiens reproduit-elle l'extraversion vers la culture arabo-musulmane observée dans les autres médias (radio, télévision, presse...) ? Est-ce seulement une étape ? En effet, cette extraversion vers les médias du Moyen-Orient n'est peut-être qu'une étape comme en témoigne la naissance récente d'une radio Mouride « Lamp-Fall-FM » dont le principal but est de véhiculer le message du mouridisme sur l'ensemble du pays. De même la production de sites Internet sur le mouridisme témoigne de la dynamique de création de la communauté qui tend vers une totale autonomisation créant ses propres vecteurs de communication s'affranchissant encore un peu plus des autres influences en les instrumentalisant (l'Etat sénégalais, l'influence occidentale et même peut-être l'influence arabo-musulmane sur le long terme).

BIBLIOGRAPHIE

GUEYE Cheikh, 2001, *Enjeux et rôle des NTIC dans les mutations urbaines : le cas de Touba*, UNRSID.

CHENEAU-LOQUAY Annie, 2000, *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*, Karthala-Regards.

CHENEAU-LOQUAY Annie, janvier 2002, « Manœuvres autour des télécoms africaines », *le Monde diplomatique*.

CHENEAU-LOQUAY Annie (coord.), avec la participation de Pape Ndiaye DIOUF et Thibaut Le Renard, 2000, « Disponibilités et usages des technologies de la communication dans les espaces de l'échange au Sénégal », *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*, Karthala-Regards

CHENEAU-LOQUAY Annie, sept.2001, « Les territoires de la téléphonie mobile en Afrique », *NETCOM*, vol.15, n°1-2.

MICHEL Elie, août 2001, *le fossé numérique. L'Internet, facteur de nouvelles inégalités ?* Problèmes politiques et sociaux, la documentation française, n°861, p.32.

PNUD, 2001, *Evaluation commune de la situation du Sénégal*, PNUD Sénégal (Programme des Nations Unies pour le développement).

SITES INTERNET

www.africanti.org (réseau de recherche et d'observation sur les processus d'insertion des technologies de l'information et de la communication et leurs impacts en Afrique).

www.journaldunet.com/chiffres-cles.shtml (tous les chiffres clés sur Internet dans le monde et en France)

www.lesoleil.sn (quotidien national public du Sénégal)

www.osiris.sn (Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal)

www.sentoo.sn (fournisseur d'accès Internet : l'équivalent de Wanadoo en France)